



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

intervention des forces de l'ordre à Notre-Dame-des-Landes et dans les universités  
Question au Gouvernement n° 813

Texte de la question

INTERVENTION DES FORCES DE L'ORDRE À NOTRE-DAME-DES-LANDES ET DANS LES UNIVERSITÉS

**M. le président.** La parole est à Mme Clémentine Autain, pour le groupe La France insoumise.

**Mme Clémentine Autain.** Monsieur le Premier ministre, depuis le début de la semaine, votre Gouvernement s'est lancé dans une fuite en avant autoritaire particulièrement dangereuse pour notre démocratie.

À Notre-Dame-des-Landes, vous avez choisi le passage en force (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LaREM*) en lieu et place de tout dialogue, de toute solution politique, et alors même que vous n'avez pas encore de projets véritables pour les terres. Vous envoyez les blindés pour déloger manu militari les occupants – à l'abri des caméras (*Mêmes mouvements*), les médias étant priés de prendre leurs informations et leurs images auprès du ministère de l'intérieur. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

Votre gouvernement prétend agir au nom de l'ordre, mais ne voyez-vous pas que vous créez un triste désordre dans notre pays (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

**M. Jean-Luc Mélenchon.** Eh oui ! La chienlit, c'est vous !

**Mme Clémentine Autain.** La ferme des cent noms est saccagée ; plus d'une trentaine d'occupants, ainsi que des gendarmes, ont d'ores et déjà été blessés ; certains, parmi ces derniers, font part de leur lassitude et de leur incompréhension face à une intervention dont l'objectif est de montrer les muscles (*Protestations sur les bancs du groupe LaREM*) au moment où la contestation sociale s'aiguise.

La même stratégie brutale est appliquée pour étouffer le mouvement des étudiants qui se mobilisent contre une sélection indigne et pour des conditions d'étude décentes. Pour leur répondre, c'est la matraque que vous levez ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI. - Exclamations sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

**M. Bruno Millienne.** C'est honteux !

**Mme Clémentine Autain.** À Lille ou à Nanterre, les interventions de CRS dans les universités (*Brouhaha. - Vives exclamations sur plusieurs bancs du groupe LaREM*)...

**M. le président.** Mes chers collègues, un peu de calme !

**Plusieurs députés du groupe LR .** C'est ici que les CRS devraient intervenir !

**Mme Clémentine Autain.** Voyez le désordre, monsieur le président ! (*Rires et applaudissements sur divers*

*bancs.)*

**M. Alexis Corbière.** Au piquet, le groupe La République en marche !

**Mme Clémentine Autain.** Ces interventions au sein des universités laisseront d'amères traces sur votre rapport avec la jeunesse. Cette méthode s'apparente à une stratégie visant à pénaliser toute forme de contestation populaire.

Votre prétendu « nouveau monde » n'est qu'un régime bien ancien, dans lequel on laisse tranquilles les évadés fiscaux...

**M. le président.** Je vous remercie, madame la députée. (*Protestations sur les bancs du groupe FI.*) La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur. (Vifs applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. - Exclamations sur les bancs du groupe FI.)

**M. François Ruffin.** Il lui restait quinze secondes ! Ce n'est pas juste, monsieur le président !

**M. Jean-Luc Mélenchon.** C'est scandaleux !

**Mme Clémentine Autain.** Je n'avais pas fini de poser ma question...

**M. le président.** Le temps de parole, madame la députée, est le même pour tout le monde...

**Plusieurs députés du groupe FI .** Non !

**M. le président.** ...il est de deux minutes –, y compris pour M. le ministre, qui, j'en suis sûr, le respectera. Vous avez la parole, monsieur le ministre.

**M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur .** Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés (*Les députés du groupe FI descendent de leurs travées en protestant, bientôt suivis par plusieurs députés du groupe GDR. - Huées sur les bancs sur les bancs du groupe LaREM*), le sens de la démocratie s'exprime encore aujourd'hui dans notre assemblée. (Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.) Nous souhaitons débattre avec chacune et chacun. (M. Jean-Luc Mélenchon et M. François Ruffin s'approchent des bancs du Gouvernement tandis que les huissiers s'interposent.)

Nous voulons éviter toutes les violences dans notre pays (*Applaudissements prolongés sur les bancs du groupe LaREM. – Plusieurs députés du groupe FI interpellent le président depuis le pied de la tribune.*) C'est ce que nous faisons à Notre-Dame-des-Landes où, dans une situation difficile, trente gendarmes ont été gravement blessés par celles et ceux que l'on incite à la violence. (De nombreux députés des groupes LaREM et MODEM se lèvent et applaudissent longuement. Plusieurs d'entre eux désignent la sortie aux députés du groupe FI.)

Moi, je ne connais qu'une règle : le suffrage démocratique. (*Tumulte.*) On peut être pour ou contre un projet, mais, mesdames, messieurs les députés, c'est ici que le débat doit avoir lieu. On n'envoie pas dans les facultés ou à Notre-Dame-des-Landes, certaines personnes inconséquentes déchaîner une violence que demain on ne pourra plus contenir. (Applaudissements prolongés sur les bancs du groupe LaREM. - Plusieurs députés du groupe FI protestent. - Exclamations sur les bancs du groupe LR.)

**M. Thibault Bazin.** Monsieur le président, c'est n'importe quoi !

**M. Aurélien Pradié.** Que fait la présidence ?

**M. Maxime Minot.** C'est honteux !

**M. Gérard Collomb, ministre d'État** . Il y a là une forme d'irresponsabilité que nous devons dénoncer, quelles que soient nos tendances politiques, devant l'opinion publique. Il y a ceux qui cherchent à trouver des solutions et ceux qui n'ont recours qu'à la violence et à la provocation.

Nous le savons : 60 % des étudiants qui commencent une licence ne la termineront jamais. Et il ne faudrait rien faire ?

À Notre-Dame-des-Landes, nous sommes en ce moment même en train de discuter avec les agriculteurs pour trouver une solution. Mais nous voulons la trouver dans la loi et l'ordre, car, sans la loi et l'ordre, il n'y a pas de pays qui tienne. *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs des groupes MODEM et UDI-Agir. - Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

**M. Maxime Minot**. Cela fait plus de deux minutes !

**M. le président**. Monsieur le ministre, je vous remercie.

**M. Gérard Collomb, ministre d'État**. Je crois que l'opinion publique...

**Plusieurs députés du groupe LR** . Faites respecter le temps de parole, monsieur le président !

**M. Gérard Collomb, ministre d'État**. ...nous soutient aujourd'hui massivement dans notre volonté de dialogue. *(De nombreux députés du groupe LaREM ainsi que plusieurs députés des groupes MODEM et UDI-Agir se lèvent et applaudissent. - Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

**M. le président**. Mes chers collègues, je vous demande un peu de calme. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

**Plusieurs députés du groupe LR** . Le respect du temps de parole devrait valoir pour tout le monde !

**M. Maxime Minot**. Il ne suffit pas d'agiter votre baguette magique !

**M. le président**. Mes chers collègues, depuis neuf mois qu'a commencé cette législature et que je préside l'Assemblée nationale, je fais respecter le temps de parole, qui est de deux minutes pour les questions comme pour les réponses, pour les députés - quel que soit leur groupe - comme pour les ministres. *(Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

**M. Thibault Bazin, et M. Maxime Minot** . C'est faux !

**M. le président**. Cela m'a même valu d'être surnommé dans un journal le « serial coupeur », et je suis prêt à assumer pleinement ce rôle s'il le faut.

**M. Maxime Minot**. Il y a un manque d'impartialité !

**M. le président**. Je continuerai d'y veiller car, dans notre assemblée, je le répète, les règles doivent être respectées afin que nos débats se déroulent dans les meilleures conditions.

**M. Fabien Di Filippo**. Le président ne sert à rien ! À rien du tout !

## Données clés

**Auteur** : [Mme Clémentine Autain](#)

**Circonscription** : Seine-Saint-Denis (11<sup>e</sup> circonscription) - La France insoumise

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 813

**Rubrique** : Ordre public

**Ministère interrogé** : Intérieur

**Ministère attributaire** : Intérieur

Date(s) clé(e)s

**Question publiée au JO le** : [12 avril 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [12 avril 2018](#)